

«La Gazette Syndicale»

N°15 février 2014: La lettre d'information et d'éducation syndicale de l'Union Départementale CGT-FORCE OUVRIERE d'Indre et Loire



« Ce qui manque le plus à l'ouvrier, c'est la science de son propre malheur » Fernand Pelloutier

18 mars 2014: tous en grève et dans la rue!

Pour faire du 18 mars une journée de grève interprofessionnelle !
De la Halle Freyssinet à Paris, Jean Claude Mailly s'adresse à tous les syndicats !

EDITO
La république sociale en danger!



Ripostons aux attaques du patronat et du gouvernement!



Faire des économies à tout prix : voilà l'objectif du gouvernement et tant pis pour les usagers et la république ! La succession des réformes ; celle de l'administration territoriale de l'état, puis la RGPP (réforme générale des politiques publiques et enfin la M.A.P (Modernisation de l'Action Publique) conduisent à la désertification et à la balkanisation de la puissance publique. L'accroissement d'inégalités qu'ont généré ces politiques, s'additionne partout dans le pays, dans le public comme dans le privé. Ce sont les fusions, mutualisations à marche forcée générant fermetures d'entreprises et de services. C'est la remise en question des conventions collectives et des statuts des fonctionnaires !

La liesse dans la salle pour les 6000 participants alors que le secrétaire général de la confédération évoque le mandat donné par la commission exécutive: la grève interprofessionnelle en riposte aux attaques patronales et gouvernementales !



Et puis Cherry on the cake, de leur chapeau MEDEF et Gouvernement sortent le pacte de responsabilité. Pour baisser le coût du travail, le gouvernement fait cadeau au MEDEF de 36 milliards de cotisations sociales. Le gouvernement fait ici coup double : en répondant favorablement au MEDEF et poursuivant à dessein la fiscalisation de la Sécurité Sociale. A ce rythme, demain ou après demain le budget de la Sécu sera intégré dans le budget de l'état. Ainsi, tous nos acquis liés au salaire différé seront interrogés, tous. Pourquoi ? Simplement parce que ce

Près de 80 camarades, tous syndicats confondus, de l'Union départementale des syndicats F.O. 37 ont assisté au grand meeting national de FO à Paris.

Une annonce à retenir : le 18 mars sera une journée de grève interprofessionnelle nationale contre la politique d'austérité menée par le gouvernement à tous les niveaux !



Notre confédération appelle à la grève interprofessionnelle!

sera l'état qui décidera du montant des dépenses en fonction de critères qu'il aura choisis !

C'est pour que tout cela ne devienne pas irréversible que notre confédération appelle à la grève interprofessionnelle le 18 mars !

D'ores et déjà, nationalement et localement nous nous sommes adressés aux autres organisations interprofessionnelles. La CFDT a décliné l'offre, c'est normal, puisqu'elle soutient la politique d'austérité du gouvernement. La CGT appellera avec nous le 18 mars même si son CCN (le parle-

En prélude à l'intervention du secrétaire Général de la confédération, des militants sont venus partager les expériences de leur combat. Tous, ont été chaleureusement applaudis !



Le 18 mars 2014 comme tremplin pour la reconquête des acquis de la classe ouvrière

Pas d'interlude entrent les interventions des camarades mais un spectacle tonique, drôle, imaginaire, sur fond de lutte de classes, mené de main de maître par la compagnie « Jolie Môme ».

Moment de franche rigolade : lorsqu'en chanson les artistes évoquent la plainte déboutée de la CFDT. Pour la petite histoire, des artistes avaient décidé d'occuper les locaux de ce « syndicat » (qui comme d'habitude avait signé un accord rognant les droits des intermittents du spectacle), la CFDT porta plainte en oubliant que ce jour là, elle organisait une journée porte ouverte...

ment de la CGT) ne souhaite pas remettre en cause le pacte de responsabilité. Mais nous savons que des UD et des fédérations CGT partagent notre point de vue et nos revendications. Sans peur mes camarades, adressons nous à tous les salariés à tous les syndicats en faisant valoir nos justes revendications :

- Pour la défense de tous les services publics ;
- Pour la défense de la Sécurité Sociale ;
- Pour l'emploi ;
- Pour l'augmentation des salaires ;

Maintenant, jetons toutes nos forces dans la bataille pour que ce 18 mars soit un succès, prélude de la reconquête des tous les droits ouvriers !!

Grégoire Hamelin Secrétaire Général de L'UD FO 37

Toutes les infos, déclarations, tracts, appels, lettres de l'U.D.F.O. sur son site :

37.force-ouvriere.org

L'UD FO 37 (aux cotés des parents d'élèves) a pris toute sa place dans la lutte contre la fermeture annoncée du collège Paul Valéry



Parents d'élèves soutenus par l'UD FO devant le conseil général d'Indre et Loire

Pour l'U.D. FO 37 et la FNECP FO 37, l'annonce par Frédéric Thomas, président du conseil général d'Indre et Loire de la fermeture du collège Paul Valéry est scandaleuse. Notons que cette annonce n'a été validée par aucune instance (CTSD, CDEN, Conseil Général). En fait, c'est très clair, ce qui motive la déclaration de fermeture du collège Paul Valéry par le président du conseil Général c'est l'application d'une politique : celle du dogme de l'austérité. Nécessité ferait loi

sans doute ? Plus besoin de consulter des instances puisque l'impératif économique supplanterait toutes les exigences y compris celles de la démocratie.

En attendant, parents et enseignants du collège Paul Valéry ne sont pas restés les mains dans les poches : dans une pétition qui s'oppose à la fermeture du collège ont été recueillies plus de 5000 signatures. Disons aussi que le conseil d'administration du collège à repoussé la fermeture par un vote (15 voix contre, 4 abstentions, et 0 voix pour la fermeture) comme le CDEN.

En nous opposant à la fermeture du collège Paul Valéry nous défendons tous les services publics !



La gazette de l'UD FO 37 n'a pas pu s'empêcher de reproduire les propos de Laurent Berger Secrétaire Général de la CFDT devisant au micro de France-Info toute honte bue, au sujet du transfert de cotisations sociales vers d'autres sources de financement, notamment la C.S.G. ...Edifiant !!!!

Laurent Berger: « La CFDT pense que la question du coût du travail mérite d'être posée. Les cotisations familles versés par les entreprises : il n'est pas anormal qu'elles puissent être transférées vers d'autres sources, notamment la CSG ».

France info: « Ca c'est une

revendication du MEDEF, une baisse ou un retrait des cotisations familles dans ce que payent les entreprises ? » **Laurent Berger:** « C'est pas forcément une revendication du MEDEF. A la CFDT on le dit depuis très longtemps ! » (La CFDT encore plus fort que le MEDEF pour liquider

les droits des salariés ndlr) **France Info:** « C'est ce que demande Pierre Gattaz, qui parle d'une contribution absurde ».

Laurent Berger: « eh bien tant mieux ! » **A quand une intersyndicale MEDEF CFDT ? ndlr**



Sens dessus Dessous :

Hold-up à la sécu !

Voici un court extrait du communiqué commun appelant à la grève le **18 mars** de toutes les fédérations syndicales de la sécurité sociale.



« La sécurité sociale est menacée. Au nom du dogme de la réduction des dépenses publiques, de nouvelles mesures de réductions budgétaires se profilent ».

Oui de toute part la Sécu est attaquée ! Mais c'est historique : jamais dans l'histoire des luttes syndicales à la Sécu, l'ensemble des organisations syndicales de la sécurité sociale n'avaient d'un même front décidé d'un appel à la grève et d'un rassemblement devant Matignon le **18 mars prochain**. Depuis des lustres le MEDEF (et avant le CNPF) a toujours tenté d'obtenir des exonéra-

tions de cotisations sociales dans le but d'augmenter leur marge de profit en baissant le coût du travail.

Et voilà qu'un gouvernement, aux ordres de l'union européenne décide que les patrons ne paieront plus les cotisations d'une branche entière de la sécurité sociale (36 milliards d'euros d'exonération). Aussitôt Pierre Gattaz Patron du MEDEF déclare : « la famille et la maladie, deux postes qui pèsent sur le coût du travail de manière absurde »

En répondant favorablement au patronat, le gouvernement fait coup double: il satisfait aux revendications des employeurs et récupère sous une



forme fiscale le montant des cotisations sociales.

Transférer la totalité du budget de la Sécu dans les caisses de l'état en exonérant les patrons de cotisations sociales voilà l'objectif final.

Si cela advenait qu'en serait-il des droits des salariés ?

Le salaire différé deviendrait une variable d'ajustement du budget de l'état !

Alors tous dans la rue pour défendre la Sécu le 18 mars!

f ... En bref... En vrac... En bref... En vrac... En bref... En vrac... En bref... En vrac... En bref... En vrac... En



En bravant les décisions judiciaires rendues à leur encontre, Castorama et Leroy Merlin, créent le cirque médiatique afin d'essayer d'obtenir une autorisation d'ouverture pour tous les magasins de bricolage comme en bénéficient le secteur de l'ameublement et les jardineries. Depuis la promulgation de

la loi Maillé qui a légalisé l'ouverture dominicale, les enseignes de bricolage ont diminué la rémunération des salariés qui travaillent le dimanche. Le travail du dimanche n'est pas créateur d'emplois comme veulent le laisser croire les patrons. Le travail du dimanche conduit à une dégradation des conditions de travail de l'ensemble des salariés même de ceux qui refusent de s'y soumettre.

Thierry Quinton secrétaire syndicat FO 37du commerce.

NB: 12/02/2014, le Conseil d'Etat suspend l'application du décret du 31 décembre 2013, qui autorisait temporairement les magasins de bricolage à ouvrir le dimanche. Saisi en référé par Force ouvrière, la CGT et le syndicat SUD, le conseil d'état estime qu'il existe « un doute sérieux quant à légalité » de ce texte. Le ministère du travail a réagi en indiquant qu'un nouveau décret sera publié « pour pallier cette difficulté ».

C'est clair pour les salariés de ces magasins le combat continue!

27 janvier AG du SDAS FO 37



Trombinoscope
Gauthier Grassin
Nouveau secrétaire du SDAS FO 37



Le syndicat de l'action sociale a tenu son A.G sur la journée en présence de Pascal Corbex S.G. de la fédération nationale de l'action sociale. Gauthier Grassin a été élu secrétaire départemental par le conseil syndical en remplacement de Corinne Pette qui occupe dorénavant des responsabilités fédérales.

Inspection du travail:

L'UD FO 37 accentue la pression ! Après la pétition, le rassemblement devant l'inspection du travail à Tours. L'UD a initié, en compagnie de toutes les UD FO de la région centre un rassemblement devant les locaux de la DIRECCTE à Orléans. Selon nos informations, une délégation confédérale devait être reçue au ministère du travail. **FO refuse que les inspecteurs du travail soit transformés en médiateurs.**



PFIZER rime avec prime de transfert!

Rappel des faits: PFIZER est acheté par FAREVA. Nos camarades réclament une prime de transfert. Surenchère entre syndicats. Les intérêts des salariés risquent d'en faire les frais. Nous décidons alors d'organiser un sondage FO auprès des salariés sous contrôle des délégués syndicaux des autres syndicats... Et là, sans surprise, les réponses de la majorité des salariés s'accorde avec les propositions de FO. **A suivre...**

U.D. F.O. 37: Maison des syndicats, La Camusière, 18, rue de l'Oiselet 37550 Saint-Avertin.

Téléphone : 02 47 38 54 43 Télécopie : 02 47 37 91 00 Courriel : udfo37@force-ouvriere.fr

A donf le site de l'U.D F.O.d'Indre et Loire : 37.force-ouvriere.org